

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

PDG : congrès extraordinaire le 12 décembre

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Ce qui n'était au début qu'une rumeur a été confirmé dans la nuit de lundi dernier du côté de Louis: le Parti démocratique gabonais (PDG) tiendra un congrès extraordinaire le 12 décembre prochain. À un peu plus de deux ans de la tenue des élections générales (présidentielle, législatives et locales) dans notre pays, cette grand-messe à venir donne déjà lieu à moult interprétations. Ce d'autant plus qu'elle se tiendra, non seulement, au terme du processus ayant vu le PDG absorber plusieurs formations et mouvements politiques (Démocratie nouvelle, Rassemblement pour la restauration des valeurs, Sociaux-démocrates gabonais, Groupe Massavala Maboumba, etc.). Mais aussi quelques semaines après la rentrée politique du PDG, matérialisée par des rencontres entre le secrétaire général de cette écurie politique, Éric Dodo Bounguenda, et les membres du Conseil consultatif des sages, du gouvernement, ainsi que les parlementaires et présidents des Conseils locaux issus de sa formation. Toute chose qui laisse à penser que ces assises devraient déboucher sur un réaménagement de plusieurs organes. Histoire de faire de la place à tous ces néocamarades dont certains, au moment de la formalisation de leur arrivée, avaient émis ouvertement des inquiétudes au sujet de leur avenir au sein de leur nouvelle formation politique. Dans tous les cas, certains "camarades" laissent entendre que ce réaménagement pourrait être d'une ampleur insoupçonnée, un véritable "TsunAli" qui verrait l'émergence d'une "équipe de combat resserrée", le cap rivé sur 2023. Une année électorale au cours de laquelle, avancent de nombreux



Le siège du PDG à Louis.

"Pdgistes", l'adversité pourrait être plus rude qu'auparavant. Eu égard notamment, selon eux, à la recomposition en cours de l'opposition. C'est dire qu'actuellement, les "camarades" scrutent et interprètent le moindre signe susceptible de leur donner une quelconque orientation sur la rencontre

à venir. Avec ceci que les tractations battent leur plein, en coulisses. Quoi qu'il en soit, une chose paraît probable. Au sortir de ces assises, les différents organes du PDG devraient être le reflet des forces en présence et des ambitions de ce parti. Lequel entend demeurer la principale force politique de notre pays.

Tribune des partis politiques Colère justifiée...

ÉNIÈME ritournelle du président du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Jean-Boniface Assélé, le week-end écoulé. Le général à la retraite, tout en opposant un nœud catégorique à la fusion-absorption avec le Parti démocratique gabonais (PDG), a, une fois de plus, voire de trop, brandi ses sempiternelles menaces de quitter la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). Le "Clriste en chef" fustige, d'une part, l'opération de "déstabilisation" dont est victime son écurie politique et, d'autre part, le mépris du "parti de masse" vis-à-vis de ses alliés de la MRSE. Non sans évoquer sa réelle difficulté à rencontrer le "Distingué camarade président" du parti au pouvoir, par ailleurs chef de la MRSE. Comme à ses habitudes, le propriétaire du "Cabaret des artistes" a de nouveau sorti sa rengaine. À savoir claquer la porte de la galaxie présidentielle et par la même occasion faire cavalier seul lors de la prochaine élection présidentielle. De quoi faire penser à de nombreux observateurs et autres analystes du microcosme politique qu'il s'agit ni plus ni moins

52e réunion ministérielle de l'UNSAAC: les experts en conclave depuis hier

F.M.MOMBO
Libreville/Gabon

EN prélude à la tenue de la 52e réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAAC), les experts dudit Comité venus des pays de la sous-région d'Afrique centrale, ont ouvert leurs travaux hier matin à Libreville. Cette rencontre tournera autour du thème "Sécurité et changement climatique en Afrique centrale". Une thématique visant à démontrer l'interdépendance entre les notions de paix et de quiétude. Intervenant à cette occasion, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Ginette Arondo Edzang, par ailleurs présidente de séance, a félicité les uns et les autres d'avoir effectué le déplacement de Libreville malgré le contexte difficile marqué par la résurgence des variants de la Covid-19. "Ce geste est une preuve incontestable de l'attachement

de vos pays aux questions de stabilité dans la sous-région", a-t-elle déclaré. Les problèmes environnementaux constituant désormais une menace de plus en plus sérieuse pour la stabilité et le développement de nos sociétés, "le gouvernement gabonais, sous l'impulsion du président de la République, Ali Bongo Ondimba, a placé, à l'instar de ses pairs, la question du changement climatique comme l'une des priorités nationales. Cette préoccupation a été exprimée une fois de plus lors de la COP26 tenue récemment à Glasgow en Écosse", a précisé Mme Arondo Edzang. Soulignons que durant les trois jours des débats d'experts, d'autres thématiques comme "la revue de la situation géographique et sécuritaire en Afrique Centrale, l'extrémisme violent, le terrorisme, la piraterie maritime, l'Agenda femmes-paix et sécurité et la situation des droits de l'homme en Afrique centrale" seront évoquées. Sans omettre la situation qui prévaut au Tchad, en Centrafrique, au Congo (RDC) et au Cameroun.



Photo: F. M. MOMBO

d'un chantage de l'octogénaire.

Si on peut, à juste titre, reprocher au natif d'Akiéni son discours redondant, il n'en demeure pas moins vrai que les griefs formulés par ce dernier ne sont pas dénués de toute pertinence. En effet, comment justifier l'attitude de l'ancien parti unique envers les autres membres de la MRSE ? Pourquoi accorder un brin d'importance aux autres chapelles politiques "uniquement" pendant l'élection présidentielle ? Dans tous les cas, Jean-Boniface Assélé a au moins le mérite de clamer haut et fort le ressentiment des marginalisés de la MRSE. Nolens volens, la MRSE semble être un regroupement politique factice. En atteste la politique de deux poids, deux mesures, y prévalant. Vu sous cet angle, l'ire de la tête de proue du CLR est bel et bien justifiée. Le président du CLR, contrairement à ce que pourraient penser ses contempteurs, n'a pas fait des siennes.

Yannick Franz IGOHO